

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

**Arrêté DATEDE n° 2008-34 du 26 mars 2008 prescrivant à la société CEAC des mesures de remise en état des terrains hors du site exploité par la CEAC (Compagnie Européenne d'Accumulateurs) au 18 avenue du Maréchal Joffre à Nanterre.**



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- Vu** le Code de l'environnement, et notamment son article R 512-79,
- Vu** le décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets,
- Vu** le décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets,
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2000 réglementant l'exploitation des installations classées de la société CEAC sises au 18 avenue du Maréchal Joffre à Nanterre,
- Vu** le courrier du 14 décembre 2004 de la société CEAC confirmant son projet de cessation d'activité du site et le rapport du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées en date du 7 février 2005 actant ce projet,
- Vu** le dossier de cessation d'activité en date du 23 mai 2005 adressé par la société CEAC le 23 mai 2005,
- Vu** le mémoire de cessation d'activité, version B en date du 23 septembre 2005, adressé par la société CEAC le 29 septembre 2005,
- Vu** le courrier en date du 7 juin 2007 par lequel la société CEAC propose la réalisation d'un programme de mesures adaptées à la situation de certaines parcelles situées hors site,
- Vu** le courrier du Ministre de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables (MEDAD) en date du 3 octobre 2007 relatif au projet d'arrêté préfectoral de remise en état du site de la CEAC (référéncé BPSPR/2007-270D),
- Vu** le courrier conjoint du MEDAD et du Ministre de la Santé, de la Jeunesse et des Sports du 3 octobre 2007 (référéncé BPSPR/2007-274) relatif au projet d'arrêté préfectoral de remise en état du site de la CEAC,
- Vu** l'avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS) en date du 21 janvier 2008 (référéncé SE/08/DT/81) attestant que les deux projets d'arrêtés préfectoraux sont conformes aux prescriptions consignées dans le courrier conjoint du

MEDAD et du Ministre de la Santé, de la Jeunesse et des Sports du 3 octobre 2007 (référéncé BPSPR/2007-274) ,

**Vu** les observations écrites présentées par l'exploitant par courrier du 17 décembre 2007,

**Vu** les rapports des 20 décembre 2007, 28 janvier 2008 et 5 février 2008 de M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées proposant de prescrire à la société CEAC, par voie d'arrêté, après consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), des mesures de remise en état du site et hors du site,

**Vu** la lettre en date du 5 février 2008 informant le responsable de la société CEAC des propositions formulées par M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées et de la faculté qui lui est réservée d'être entendu par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) et lui communiquant le projet d'arrêté soumis au CODERST pour avis,

**Vu** la lettre du 22 février 2008 notifiée le 26 février 2008 communiquant à la société intéressée l'avis du CODERST,

**Vu** la lettre du 26 février 2008 de l'exploitant informant qu'il n'a pas d'observation à formuler sur les deux projets d'arrêtés préfectoraux,

**Considérant** que la connaissance du degré de pollution des terrains riverains du site est insuffisante et que l'exploitant propose la mise en œuvre d'une démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM),

**Considérant** que cet outil de politique de la gestion des sols pollués permettra de s'assurer si les milieux étudiés doivent nécessiter ou non une action particulière,

Considérant qu'à l'issue de l'IEM, un plan de gestion des terres sera mis en place.

**Sur** proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

#### **Mesures à l'extérieur du site : Evaluation des impacts actuels hors du périmètre du site et plan de gestion éventuel:**

1. Dans le cadre de la cessation définitive d'activité du site exploitée par la société CEAC à Nanterre 18 avenue du Maréchal Joffre, l'exploitant est tenu de remettre au Préfet dans le délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté une étude destinée à vérifier si l'exploitation passée de ses installations porte atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, notamment sur les terrains voisins du site décrits ci-dessous.

Pour cela l'exploitant pourra mettre en œuvre la démarche d'Interprétation de l'Etat des Milieux – IEM – telle que définie par la circulaire du 08 février 2007 du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.

Le périmètre de l'étude devra notamment comprendre la zone correspondant à la ZAC Centre- Sainte Geneviève de Nanterre – hors site industriel – définie par les parcelles cadastrales suivantes :

Parcelles CK 41 / 42 / 43 / 46 / 49 / 53 / 54 / 55 / 56 / 57 / 65 / 66 / 67 / 68 / 69 / 70 / 81 / 87 / 102 / 103 / 104 / 106 / 107 / 114 / 115 / 118 / 119

Parcelles CL 45 / 58 / 71 / 100 / 102 / 105 / 111 / 113 / 114 / 116 / 118

A cet effet, l'exploitant réalisera ou fera réaliser par un expert de son choix les prélèvements appropriés dans les milieux représentatifs (sols, végétaux...) des parcelles visées ci-dessus afin de dresser une cartographie des impacts de son installation après la cessation d'activité de celle-ci.

2. Au regard des résultats des études, l'exploitant proposera, le cas échéant, les mesures appropriées de gestion de telle sorte qu'il en résulte un risque résiduel acceptable au sens de la circulaire du 8 février 2007. A cet effet, la démarche de plan de gestion définie par la circulaire du 08 février 2007 du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable pourra être utilisée.

La mise en œuvre des mesures de gestion qui pourraient s'avérer nécessaires devra être soumise à l'avis du Préfet préalablement à leur réalisation, dans un délai de 6 mois après réalisation de l'IEM.

3. Si des mesures de gestion des terrains hors site sont mises en place, un descriptif des opérations effectuées hors du site (synthèse des opérations réalisées et éventuellement justificatifs d'élimination) et un état du niveau de pollution résiduelle du sous-sol avec interprétation des résultats seront transmis au Préfet à l'issue de ceux-ci.

4. Des propositions de restriction d'usage, d'accès et/ou d'utilisation du milieu seront faites sur la zone de l'étude mentionnée à la condition 1 suite aux résultats de l'IEM et du plan de gestion éventuel.

## **Article 2 :**

### Délais et voies de recours.

#### Recours contentieux :

En application de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, le demandeur a la possibilité dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles 56, avenue de Saint-Cloud 78011 Versailles Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux ans suivant la mise en activité de l'installation(art L 514-6-I-2°).

Recours non contentieux :

Dans le délai de deux mois le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot Curie 92013 Nanterre Cedex ;
- soit un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Ecologie du Développement et de l'Aménagement Durables 20, avenue de Ségur 75302 PARIS 07 SP.

En cas de rejet exprès du recours gracieux ou hiérarchique effectué, le demandeur peut former un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans les deux mois suivant la notification de cette décision.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Versailles dans le délai de deux mois suivant la date de naissance de cette décision implicite.

**Article 3 :**

Une ampliation dudit arrêté sera affichée :

- d'une part, à la Mairie de NANTERRE pendant une durée minimum d'un mois,
- d'autre part, en permanence, de façon visible dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hauts-de-Seine, ainsi que par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux.

**Article 4 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine, Monsieur le Maire de Nanterre, Monsieur l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées, Monsieur le Contrôleur Général, Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le 26 MAR. 2008

Le Préfet,

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Philippe CHAIX

Pour ampliation

L'Attaché Principal  
Chef de Bureau

Fabrice FAUCHER